



Dès 1957, le Traité de Rome, qui créa la Communauté économique européenne, devenue, au fil du temps, l'Union européenne (UE), disait que ses Etats fondateurs étaient « déterminés à établir les fondements d'une Union sans cesse plus étroite » entre les peuples européens. Tous les traités qui ont modifié celui là, au cours du demi siècle passé, y compris celui de Lisbonne, qui n'est toujours pas entré en vigueur, ont réaffirmé, dans leur Préambule la même détermination alors que l'observation de la réalité prouve qu'il n'en est rien. Qui, dans quelque pays de l'Union que ce soit, a jamais entendu une grande campagne expliquant ses mérites ou participé à un grand débat sur le thème suivant : à quelles conditions constituerons nous, entre nous, les Peuples européens, une Europe forte capable de maintenir et même de développer tout ce qui, dans tant de domaines, découle de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme (Conseil de l'Europe, 1950) et de la Charte européenne des droits de l'Homme (Union européenne, 2000), dont nous sommes fiers ?

Progressivement, les domaines concernés par l'UE ont été largement étendus, mais plus en trompe l'œil qu'en réalité, et les pouvoirs du Parlement européen ont été accrus mais la part de supranationalité réelle a été freinée par les règles de vote, par l'importance croissante du Conseil européen des chefs d'Etat et de Gouvernement, prenant les décisions à l'unanimité et par la faiblesse de la Commission depuis la fin de la présidence de J.Delors.

Alors même que l'importance des grandes puissances s'affirmait, l'espoir de créer un Etat européen s'est estompé sous les coups de boutoir de la France (avec la crise nationaliste de C.de Gaulle, en 1966), puis de la Grande-Bretagne (aimablement invitée, par G.Pompidou, à entrer dans un « club » dont elle a toujours annoncé qu'elle n'avait d'autre objectif que de le maintenir au degré zéro d'une zone de libre échange), puis de tous les eurosceptiques de tous les pays, qui ont même été les fossoyeurs du projet de Constitution, lequel était pourtant encore loin de poser les fondements d'une Europe-puissance.

Le système capitaliste actuel a étendu son marché, ses bouleversements sociaux et ses occasions de profit au monde entier, en ignorant le niveau régional européen, pour la raison que celui-ci ne s'est jamais affirmé. L'UE, faible et peu unie, n'a jamais répondu à un quelconque besoin des forces économiques ayant leurs bases en Europe Et elles ont constamment trouvé des alliés, dans l'ensemble des partis politiques, pour saper toute tentative de créer une Europe forte, soit en prônant une régression nationaliste, soit en vantant l'extension indéfinie de la « liberté » des échanges de capitaux et de produits, qui font éclater tous les cadres de la vie sociale.

L'objectif d' « Etats-Unis d'Europe », encore recherché par la majorité des membres du Parlement européen, dans les années 1970 (projet Spinelli), n'a plus ensuite été poursuivi pendant les décennies où il eut, au contraire, fallu le promouvoir comme espoir majeur pour l'avenir. Des voix, puissantes parfois, se sont pourtant élevées, mais sans jamais chercher ou parvenir à se constituer en réseau international puissant, pour faire prendre conscience aux Peuples européens, du saut qu'ils devraient accomplir, dans leur intérêt bien compris :

1. projet du Gouvernement allemand (chrétien-démocrate) de constituer une Europe forte, proposé, en particulier à la France, en 1994 et dédaigné par le Gouvernement français de l'époque ;
2. « Fédération d'Etats Nations », guidée par une avant-garde de quelques pays, considérée comme nécessaire par J.Delors, après son départ de la Commission européenne ;
3. projet du Gouvernement allemand (verts et socio-démocrates) à nouveau (2000), de constituer une Europe forte, à nouveau écarté par le Gouvernement français de l'époque ;
4. demande de « fédéralisation progressive de l'UE », réclamée par le Président tchèque V.Havel ;
5. demande constamment réitérée de D.Cohn-Bendit « d'accepter la souveraineté politique de l'Europe » ;
6. exhortation de D. de Villepin à « faire vivre l'esprit de l'aventure européenne et le mener au-delà des rêves des pères fondateurs » ;
7. appels réitérés de F.Bayrou qui, mettant en garde dès 1999 contre une société qui ne serait dirigée que par des forces financières, disait : « Il n'y a pas de chances pour l'Europe si nous ne construisons pas une puissance européenne ; et pour tout ce qui touche à la puissance, l'Union sera fédérale ou ne sera pas »
8. appel du Premier ministre de Belgique, G.Verhofstadt, en 2006, dans un livre profondément argumenté, intitulé : « Les Etats-Unis d'Europe. Manifeste pour une nouvelle Europe »

La liste serait longue à établir, des politiques, intellectuels, journalistes, etc. de bien des pays d'Europe, qui, dans les dernières décennies, ont appelé les Européens à se donner des règles plus démocratiques de fonctionnement, mais aussi plus décisionnelles. Dans un monde de plus en plus dangereux terrorisme qui se développe sur le terreau des inégalités mondiales, guerres qui se poursuivent ou s'annoncent pour le partage de terres, de sources d'énergie ou d'eau, catastrophes climatiques nées de tous les dérèglements du libéral-productivisme généralisé, menaces, au sein même de l'UE, due aux mafias...) des règles du jeu nouvelles, permettraient d'accéder à un statut de Puissance européenne. Elles donneraient aux forces politiques la possibilité de mener des politiques capables, bien mieux qu'actuellement, de sauvegarder les intérêts des Européens (de quelques Etats membres, si les 27 ne le voulaient pas), en pesant de tout leur poids réuni sur le présent et l'avenir du Monde. La construction d'une Europe forte, nécessitera des compromis courageux, sur les questions de la fiscalité et des droits sociaux.

En 2009, le système socio-économique libéral-productiviste, qui ravage l'écosphère et fait de sérieux dégâts sociaux, connaît la plus grave crise de son histoire, alors que plus aucun des 27 Etats de l'Union européenne, n'a de poids suffisant pour peser seul sur la reconstruction d'un système international qui ne nous conduise pas vers des catastrophes bien pires encore. Et l'UE ne s'est pas donné les moyens de parler d'une seule voix, dans quelque domaine que ce soit !

Dans tous les pays d'Europe, il y a pourtant des personnalités, des forces sociales et des organisations qui savent que seule une Europe forte, alliant compétitivité et justice sociale, nous permettra de peser sur le présent et l'avenir du Monde, à côté des quelques grandes puissances qui feront l'Histoire et qui se nomment : Etats-Unis d'Amérique, Chine, Inde et, peut-être, Russie et Brésil. *Sauvons l'Europe* voudrait les aider afin qu'ils parlent d'une même voix, et se constituent en réseau, force d'entraînement pour constituer une Europe forte au sein de l'UE.

Voulez-vous participer à la création de ce « MOUVEMENT POUR UNE EUROPE FORTE » et élaborer avec nous des premières propositions lors de nos prochaines réunions ?

**Le groupe de travail
"Pour une Europe forte"**